

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 VALENCE

VALENCE, le 31/07/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SPIT - Société Prospection Inventions Techniques**

150 route de Lyon  
BP 104  
26501 Bourg-lès-Valence

Références : 20230731-RAP-DAEN0785  
Code AIOT : 0006102523

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/07/2023 dans l'établissement SPIT - Société Prospection Inventions Techniques implanté 150 route de Lyon BP 104 26501 Bourg-lès-Valence. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SPIT - Société Prospection Inventions Techniques
- 150 route de Lyon BP 104 26501 Bourg-lès-Valence
- Code AIOT : 0006102523
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

SPIT est une entreprise spécialisée dans la fabrication de systèmes de fixation mécanique et de

perforation pour les professionnels du bâtiment et également les particuliers. Elle possède plusieurs sites de production. Le site emploie 175 personnes et la production est organisée en 3 équipes sur 24 heures.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Restriction d'usage de l'eau
- Gestion de l'eau

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, une lettre de suites sera transmise avec une demande de mise en œuvre d'action corrective dans un délai donné. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Restriction usage de l'eau	Arrêté Préfectoral du 07/04/2023, article Annexe 1	/	Lettre de suite	1 mois
2	Restriction usage de l'eau	Autre du 20/06/2023	/	Lettre de suite	2 mois
3	Gestion de l'eau	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 55	/	Lettre de suite	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Gestion de l'eau	Autre du 20/06/2023	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de relever les non-conformités suivantes:

- le registre hebdomadaire des prélèvements d'eau dans la nappe n'a pas été mis en place,

- l'étude technico-économique de réduction des prélèvements d'eau n'est pas satisfaisante,
- le rejet spécifique n'est pas calculé en litre/m<sup>2</sup> de surface traitée.

#### **2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : Restriction usage de l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/04/2023, article Annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Mesures relatives aux prélèvements d'eau pour les installations classées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Par Arrêté Préfectoral du 14 avril 2023 portant restriction provisoire de certains usages de l'eau, la nappe phréatique de la plaine de Valence a été placée en alerte.</p> <p>Alerte: Réduction de la consommation d'eau de 25 % de la consommation hebdomadaire moyenne de l'année en cours hors période sécheresse (les objectifs de réduction s'entendent par rapport à la consommation moyenne hebdomadaire « normale » représentative qui précède le franchissement du seuil d'alerte en fonctionnement normal ou, si inadapté, à la consommation moyenne hebdomadaire à période de production équivalente).</p> <p>Tenue d'un registre de prélèvement hebdomadaire.</p> <p><u>Exceptions:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la consommation annuelle de l'établissement est faible (&lt;1000m<sup>3</sup>/an dans le milieu ou &lt;7000 m<sup>3</sup>/an prélevé à partir du réseau AEP et milieu),</li> <li>- l'établissement peut démontrer que ses prélèvements en eau ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, actions et investissements spécifiques, ...). Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées un document spécifique argumenté permettant de justifier qu'il relève de ce cadre particulier (Plan de Sobriété Hydrique ),</li> <li>- l'exploitant prélève dans le Rhône ou l'Isère.</li> </ul> <p>Pour l'usage de l'eau non directement lié au process industriel ou non indispensable à l'activité de l'installation (arrosage des pelouses, lavage des véhicules, nettoyage des voiries,...), il convient de se reporter aux mesures tous usages.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté à l'inspection des installations le volume d'eau mensuel prélevé dans la nappe des alluvions anciennes de la Plaine de Valence depuis le début de l'année 2023. Le volume total prélevé depuis le 1<sup>er</sup> janvier est de 146 395 m<sup>3</sup> dont 89 477 m<sup>3</sup> jusqu'au 30 avril. Par rapport à cette consommation totale globale du site, la réduction des prélèvements de 25 % est respectée depuis le 14/04/2023. Cependant, vu que environ 80% de la consommation totale du site est utilisée pour alimenter les pompes à chaleur (chauffage et refroidissement des bâtiments), l'inspection des installations classées considère que cet usage de l'eau n'est pas directement lié au process industriel.</p> <p><b>L'exploitant devra donc préciser à l'inspection des installations classées le volume d'eau directement lié au process industriel et justifier de la réduction des prélèvements correspondants de 25 % de la consommation hebdomadaire moyenne de l'année en cours hors période sécheresse depuis le 14/04/2023.</b></p> <p>Pour la consommation d'eau relative aux pompes à chaleur, l'exploitant devrait se reporter aux mesures tous usages de l'arrêté préfectoral cadre du 7/04/2023 fixant en période de sécheresse le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau. Toutefois, ce type d'usage n'est pas repris dans les autres usages sur cet arrêté préfectoral. <b>L'exploitant devra donc mettre en œuvre, sur ces prélèvements, des mesures de réduction par similitude aux dispositions relatives aux usages de l'eau lié au process des installations classées soit une réduction de 25 % en alerte, 50 % en alerte renforcée et arrêt des prélèvements en crise.</b> L'exploitant a réalisé un plan de sobriété hydrique (voir constat n° 4 du présent rapport). Le registre hebdomadaire des prélèvements d'eau n'a pas été mis en place en 2023. <b>L'exploitant mettra en place le registre des prélèvements hebdomadaires et transmettra des éléments probants de cette mise en place à l'inspection des installations classées.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Restriction usage de l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 20/06/2023
<b>Thème(s) :</b> Autre, Diagnostic et Etude technico-économique de réduction des prélèvements d'eds
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une étude technico-économique de réduction des prélèvements d'eau le 30/06/2023. Cette étude, qui avait été demandée à l'exploitant lors de la visite d'inspection du 13/06/2022, a été réalisée par SOCOTEC le 20/06/2023. Il est précisé dans cette étude la mise en place des équipements suivants pendant l'été 2022 et au mois d'octobre 2022: <ul style="list-style-type: none"><li>- bridage de la pompe de prélèvement pour les circuits des pompes à chaleur (PAC) et mise sur horloge du fonctionnement des 2 PAC pour la climatisation des locaux (puits n°1),</li><li>- mise en place d'une vanne motorisée en sortie de l'échangeur du système PAC pour réguler le prélèvement (puits n°4),</li><li>- refroidissement du local redresseur à partir du groupe froid utilisé pour refroidir les bains de zinc (puits n°2 et n°3),</li><li>- vanne manuelle du refroidisseur remplacée par une vanne motorisée thermostatique en sortie de l'échangeur à plaques, asservie à la température de la boucle qu'il refroidit, ce qui permet d'optimiser et de réduire les volumes prélevés (puits n°2 et n°3),</li><li>- mise en place d'un variateur sur la pompe n°2 piloté en fonction de la consigne de température (8 étages de puissance de compression utilisés en fonction de la consigne de température) (puits n°1).</li></ul>
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a vérifié la présence des équipements mis en place en 2022 qui sont précisés dans l'étude technico-économique réalisée par SOCOTEC. Ces équipements sont présents. L'examen de l'étude technico-économique a suscité les observations suivantes: <ul style="list-style-type: none"><li>- point 2.2.2 (page 9) : L'arrêté cadre sécheresse (AP du 7/04/2023) n'a pas été pris en compte. <b>Les dispositions de cet arrêté devront être reprises.</b></li><li>- point 3.1.4 (page 20): Le schéma d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE) Bas-Dauphiné Plaine de Valence qui précise le volume disponible à l'étiage en m<sup>3</sup> pour l'industrie (juin à septembre) pour le bassin Barberolle (2018-2027: 340 000 m<sup>3</sup>) n'a pas été pris en compte. <b>L'exploitant devra positionner ses prélèvements par rapport à cette quantité maximale.</b></li><li>- point 3.4.6 (page 36): L'écart moyen en entrée et sortie de la chaîne de zingage en 2022 est de 23% (soit 5483 m<sup>3</sup> de moins en sortie) et n'est pas expliqué. <b>L'exploitant devra expliquer la cause de cet écart et les mesures correctives mises en place.</b></li><li>- point 3.5 (page 37): Le ratio volume d'eau consommée pour la chaîne de zingage est réalisé en m<sup>3</sup> par tonne de pièces zinguées alors que l'article 55 de l'AM du 09/04/2019 impose un calcul en litres par m<sup>2</sup> de surface traitée. De plus les chiffres de 2022 ne sont pas fournis. <b>L'exploitant devra se positionner en litres/m<sup>2</sup> et renseigner les chiffres de l'année 2022.</b> A noter que le ratio fourni montre une augmentation sur les dernières années (7,9 m<sup>3</sup>/tonne en 2019; 8,4 m<sup>3</sup>/tonne en 2020; 8,8 m<sup>3</sup>/tonne en 2021). Pour mémoire le BREF traitement de surface prévoit entre une quantité d'eau de 0,3 à 4,1 m<sup>3</sup>/tonne d'acier enduit pour l'activité de zingage.</li><li>- point 4.2 (page 56): L'estimation de la quantité maximale d'eau prélevée en fonctionnement normal de l'installation n'est pas fournie et la liste des actions conjoncturelles en fonction des différents niveaux de réduction des prélèvements de l'arrêté cadre sécheresse ne sont pas accompagnées de la quantité prélevée. De plus, au niveau crise, l'arrêt des prélèvements est demandé. L'arrêté préfectoral cadre du 7/04/2023 fixant en période de sécheresse le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau n'a pas été pris en compte. <b>L'exploitant prendra en compte les dispositions de cet arrêté cadre sécheresse et fournira les quantités d'eau prélevée en fonctionnement normal et lors de chaque niveau de réduction des prélèvements.</b></li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 55
<b>Thème(s) :</b> Autre, Rejet spécifique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« I. Les systèmes de rinçage sont conçus et exploités de manière à obtenir un rejet d'eau spécifique, rapporté au mètre carré de la surface traitée, dit « rejet spécifique », le plus faible possible.</p> <p>« Le rejet spécifique maximal de l'installation est défini par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement. Son calcul est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>« Sont pris en compte dans le calcul du rejet spécifique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>« - les eaux de rinçage ;</li> <li>« - les vidanges de cuves de rinçage ;</li> <li>« - les éluats, rinçages et purges des systèmes de recyclage, de régénération et de traitement spécifique des effluents ;</li> <li>« - les vidanges des cuves de traitement ;</li> <li>« - les eaux de lavage des sols ;</li> <li>« - les effluents des stations de traitement des effluents atmosphériques.</li> </ul> <p>« Ne sont pas pris en compte dans le calcul du rejet spécifique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>« - les eaux de refroidissement ;</li> <li>« - les eaux pluviales ;</li> <li>« - les effluents issus de la préparation d'eaux d'alimentation de procédé ;</li> <li>« - les effluents traités hors site dans une installation autorisée à cet effet.</li> </ul> <p>« On entend par surface traitée la surface immergée (pièces et montages) qui participe à l'entraînement du bain. La surface traitée est déterminée soit directement, soit indirectement en fonction des consommations électriques, des quantités de métaux utilisés, de l'épaisseur moyenne déposée ou par toute autre méthode adaptée au procédé utilisé. Le rejet spécifique est exprimé pour l'installation, en tenant compte du nombre de fonctions de rinçage.</p> <p>« Il y a une fonction de rinçage chaque fois qu'une pièce quitte un bain de traitement et subit un rinçage (quel que soit le nombre de cuves ou d'étapes constituant ce rinçage).</p> <p>« II. Le rejet spécifique n'excède pas 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage. Pour les opérations de décapage ou d'électrozingage de tôles ou de fils en continu, ce rejet spécifique n'excède pas deux litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage. Le calcul du rejet spécifique est joint au dossier de demande d'enregistrement. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b> Le rejet spécifique est calculé en m<sup>3</sup>/tonne de matière traitée. <b>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le calcul de ce rejet spécifique en litre/m<sup>2</sup> de surface traitée. Dans le cas où les 8 litres/m<sup>2</sup> de surface traitée ne seraient pas respectés, l'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires afin de respecter ce ratio.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 20/06/2023
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plan de sobriété hydrique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées son plan de sobriété hydrique le 30/06/2023.</p> <p>Ce plan a été construit en prenant en compte les éléments de l'étude technico-économique de réduction de prélèvements d'eau réalisée par SOCOTEC.</p>
<p><b>Constats :</b> L'examen du plan de sobriété hydrique suscite les observations suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le positionnement des consommations d'eau par rapport à l'état de l'art est en m<sup>3</sup>/tonne traitée alors qu'il convient de le fournir en litre/m<sup>2</sup> de surface traitée,</li> <li>- la consommation d'eau relative à l'activité de traitement de surface est en augmentation depuis 2019 (7,7 m<sup>3</sup>/tonne en 2019, 8,2 m<sup>3</sup>/tonne en 2020, 8,6 m<sup>3</sup>/tonne en 2021),</li> <li>- la consommation d'eau relative à l'activité de traitement de surface pour l'année 2022 n'est pas fournie. De plus les chiffres présentés ne sont pas cohérents avec les chiffres de l'étude technico-économique précitée (7,9 m<sup>3</sup>/tonne en 2019, 8,4 m<sup>3</sup>/ tonne en 2020, 8,8 m<sup>3</sup>/tonne en 2021),</li> <li>- le recensement des actions de réduction des prélèvements en cas de situation hydrologique déficitaire n'indique pas les volumes que l'installation prévoit de prélever,</li> <li>- ce plan de sobriété hydrique ne comporte aucun engagement de l'exploitant de réduire effectivement les volumes prélevés,</li> <li>- l'arrêté cadre sécheresse du 04/04/2023 n'est pas cité,</li> <li>- les zones de gestion sécheresse ne sont pas celles de la Drôme mais celles des Alpes de Haute Provence, des Hautes Alpes, des Alpes Maritimes, des Bouches du Rhône, du Var et du Vaucluse,- les masses d'eau listées sont celles de PACA.</li> </ul> <p><b>En conséquence, le plan de sobriété hydrique n'est pas recevable.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet